

temps à faire un diagnostic plus complet du mal dont le pays souffre et à rechercher les véritables causes du chômage.

Mon honorable ami d'Acadia (M. Gardiner) a fait allusion au manque de moyens d'obtenir du crédit qui existe à l'heure actuelle. Nombre de nos honorables collègues, je le sais, croient que mon honorable ami a parlé à tort et à travers en exposant des chimères, et qu'il a tenté d'appeler l'attention de la Chambre sur certains de ses dadas favoris. Dans cet ordre d'idées, j'ai lu l'autre jour dans les colonnes d'un journal absolument respectable,—il s'agit d'un bulletin publié par la *National City Bank* de New-York,—un article qui m'a fort intéressé. J'ai remarqué un compte rendu d'une réunion assez récente des *International Chambers of Commerce*, qui fut tenue à Paris. Cette association a adopté une résolution qui fournit les explications suivantes touchant la présente situation économique :

a Par l'augmentation de la puissance de production qui a surpassé l'accroissement de la population étant donné le développement industriel résultant de la dernière guerre. La fabrication en série et le désir des nations de se rendre indépendantes tant au point de vue économique qu'industriel.

b Par l'insuffisance de consommation résultant d'une sérieuse crise agricole et de la fermeture de certains débouchés importants accentuée par le fait que la Russie, la Chine et l'Inde, c'est-à-dire une population de 900 millions d'âmes, non seulement n'ont pu améliorer leur mode d'existence, mais en réalité consomment encore moins par tête qu'avant la guerre; aussi parce que, dans tous les pays industriels du monde pour ainsi dire, les prix de détail n'ont pas diminué dans la même proportion que les prix de gros.

Cela me paraît être une analyse plausible de la cause immédiate du fléchissement qui sévit à l'heure actuelle. Je signalerai tout particulièrement au Gouvernement la résolution adoptée à ce congrès. On y prie les gouvernements de prendre toutes les mesures possibles en vue d'encourager l'échange de produits entre nations; on demande aussi à la Banque des règlements internationaux et aux banques d'émission de ne rien épargner pour éviter les accumulations exagérées de stocks d'or, faciliter l'obtention de crédit à des taux modérés et favoriser une plus grande circulation de capitaux. A mes yeux, cette résolution de la part d'un groupe important comme l'est celui des chambres de commerce internationales s'impose à l'attention de cette Chambre. Ou, encore, je citerai un extrait d'un autre document publié par l'Office international du travail. Le document a pour titre: *Le chômage et les variations monétaires*, et a été publié à Genève en 1929. Dans ce rapport, on rappelle que dès 1925 la commission mixte avait reconnu les relations étroites qui

[M. Woodsworth.]

existent entre le chômage et le niveau général des prix. Je cite :

La commission est aussi d'avis que, notamment dans certaines phases de la marche ascendante du cycle des affaires, les principes en vertu desquels l'industrie et le commerce obtiennent du crédit peuvent constituer un élément important dans l'aggravation ou la répression de la fluctuation.

Par conséquent, la commission est d'avis que les abus dont souffrent les travailleurs à la suite d'oscillations trop fortes dans le commerce pourraient, dans une certaine mesure, être atténués si, en arrêtant des décisions pour la réglementation du crédit, surtout dans les circonstances dont il est question plus haut, on faisait toujours entrer en ligne de compte toutes les données relatives à la situation économique, y compris les tendances que prennent la situation ouvrière et les cours.

Nous avons aussi cette déclaration faite dans un autre endroit :

Des variations brusques, ou même lentes, dans le niveau général des prix, ou en d'autres termes, des déplacements de l'équilibre entre la production et les moyens de payer, jouent un grand rôle lorsqu'il s'agit de constater la recrudescence et le ralentissement des activités économiques, et partant, constituent une cause importante du retour de ces crises de chômage qui caractérisent une phase du cycle.

J'imagine que le ministre du Travail a dû lire quelque chose dans cet ordre d'idées et que jusqu'à un certain point, il reconnaît la portée du crédit sur la situation actuelle. Dans un communiqué qu'il a publié l'autre jour, je relève cette opinion de sa part :

Les banques peuvent collaborer en accordant plus facilement du crédit à l'industrie et de cette façon améliorer la situation ouvrière.

Je suis fortement d'avis que nous ne saurions nous contenter d'une simple invitation aux banquiers. Si vraiment il est indispensable à l'heure actuelle que le commerce jouisse de crédit plus avantageux, je ne vois pas ce qui empêche le Gouvernement de se montrer ferme et d'exiger que le crédit soit plus facile à obtenir en règle générale.

Pour ce qui est du point de vue du travail, nous nous rapprochons un peu plus de réalités manifestes, en reconnaissant qu'après tout le fléchissement actuel ne sévit pas de manière uniforme par tout le pays. Ainsi que notre honorable collègue de Grey-Sud-Est (Mlle Macphail) disait l'année dernière au sujet de la prospérité, ce fléchissement est dispersé. Dans le dernier numéro d'une revue ouvrière, *Labour*, publiée à Washington, je voyais une caricature fort intéressante portant la légende: "Banque à sens unique". L'artiste y représente l'intérieur d'une maison de banque dénommée "Notre système industriel". D'un côté se trouve un guichet fermé portant l'indication "Salaires". A ce guichet se trouve apposée une pancarte ainsi libellée: "Fermé pendant la période de flé-